



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 229/23

AUTORISANT LES TRAVAUX POUR LA MISE EN PLACE PROVISOIRE D'ÉCLUSES, LA RÉGLEMENTATION DE CIRCULATION, ROUTE VIEILLE DE MONTPLAISIR

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseil départemental,

VU la loi no 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi no 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213.1;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.01, RI 10.2, R 411.5, R411.8 et R 411*25 à R 411.28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation des routes et autoroutes

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I — quatrième partie — signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié) ;

CONSIDÉRANT la mise en place, à titre expérimental, par la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois, de structures routières provisoires de type écluses, destinées à réduire la vitesse excessive pratiquée par les véhicules sur la route Vieille de Montplaisir à Saint-Juéry,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation, le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

CONSIDÉRANT l'arrêté de la commune de Cunac AR_2023_053 réglementant la circulation par le test d'écluses avec limitation de vitesse à 30km/heure à compter du 02 octobre 2023 sur la route Vieille de Montplaisir

- ARRÊTE -

Article 1 : La communauté d'agglomération est autorisée à effectuer les travaux énoncés dans sa demande, à partir du lundi 2 octobre 2023 et ce pour une durée de 3 mois.,

Article 2 : Les 3 écluses seront positionnées au niveau des parcelles AR236 et AR 237, AR231, et AR 276, AS169 route Vieille de Montplaisir à Saint-Juéry,

Article 3 : La vitesse de tous les véhicules circulant sur la route Vieille de Montplaisir sera limitée à 30km/h sur des portions de route comprises entre les parcelles précédemment citées.

Article 4 : Les panneaux de signalisation réglementaire matérialisant cette réglementation seront mis en place par le Communauté d'Agglomération de l'Albigeois.

Article 5 : Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation routière.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes : il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème}partie.

Article 8 : Responsabilité

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Le Maire, le Directeur Général des Services, le Gardien Brigadier de la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 28/09/2023

Le Maire,

David DONNEZ

Publié le :

